DEVOIR DE MÉMOIRE ET IMPÉRATIFS SCIENTIFIQUES

Validité politique et profondeur théorique*

(2e partie et fin)

Tarek Alaouache nous a fait parvenir une nouvelle contribution qui permet d'entretenir le débat ouvert entre Mohamed Chafik Mesbah et Lahouari Addi. Soucieux de participer à cette œuvre d'essence d'abord pédagogique, nous publions, volontiers, son texte. Tarek Alaouache est un doctorant en sociologie à l'Université de Perpignan Via Domitia où il prépare une thèse intitulée Mythe et représentations du pouvoir chez les élites algériennes contemporaines sous la direction du Pr Ahmed Ben Naoum.

Par Tarek Alaouache

L'appareil conceptuel qui structure effectivement le débat politique en et sur l'Algérie est tiraillé entre deux pôles principaux : d'un côté, celui de la rumeur et des secrets d'alcôve qu'une certaine partie de la population et des élites intellectuelles croit connaître de source sûre à propos des agissements occultes et immoraux des services de renseignement et des «pontes du régime ; de l'autre, celui d'un paradigme démocratique quasiment incontesté. Les lacunes qui limitent l'intérêt théorique d'une telle polarisation consiste en trois choses : l'arbitraire des sources et arguments invérifiables, une conceptualisation insuffisante et une sur-idéologisation qui s'ignore. A force d'étudier «l'exercice du pouvoir» en Algérie à l'aune de sa conformité ou non-conformité avec les canons théoriques de la démocratie, certains analystes algériens, et notamment M. Alida, restent prisonniers d'une problématique qui vise à expliquer les raisons du caractère non démocratique du système politique ou du «régime» algérien en omettant de traduire l'extrême complexité des rapports politiques et sommitaux, et du processus historique, qui ont conditionné l'apparition du type de «gouvernementaux» et d'organisation des rapports de pouvoir qu'ils tentent justement d'analyser. La visée stratégique de ce type de perspectives est évidente : démocratiser le régime et la société. Tout obstacle à ce projet, tout élément qui ne cadre pas avec ses objectifs politiques et moraux est interprété comme une faute donnant lieu à une disqualification morale et symbolique. L'exercice du pouvoir n'est pas vraiment analysé, on tente seulement de le conformer aux conceptions dominantes du débat. Il n'est pas besoin de rappeler que ce type de lecture procède plus du militantisme politique que d'une réflexion lucidement critique sur les conditions de possibilités des formes de gouvernance et des rapports politiques dans notre pays. Non pas que je crois à la nécessaire ou absolue séparation des deux, mais qu'il faille penser, avant de dire ce que l'on à dire, les conditions dans lesquels un tel rapport peut et doit être fécond, et dans lesquels la lucidité de l'intellectuel n'est point sacrifiée au profit de ses objectifs politiques. Je dois redire mon admiration pour ce culot et cette audace intellectuels qui essayent de maquiller le procès politique et moral intenté aux militaires algériens en science. L'entreprise expose, cependant, ses défenseurs à de sérieux contrecoups : à force de chercher à identifier et inculper les coupables de l'impasse politique actuelle sur la base d'une posture morale et politique discutable, partiale et partielle, l'analyse actuellement établie rate l'essentiel du rapport entre système politique et société. Spécifique à l'Algérie, cette relation et sa structure sont déterminantes pour l'identification théorique des conditions socio-historiques dans lesquelles les Algériens conçoivent et pratiquent la politique, qu'il s'agisse d'hommes politiques, de technocrates, de militaires ou de simples citoyens. Pour ce faire, il faut quitter les rivages de l'idéologie, des lectures mal orientées et des discours de légitimation pour traduire, avec une certaine exactitude, la dynamique et la logique des rapports de pouvoir dans notre pays par la mise en perspective, non pas seulement des modes de gouvernance et de gestion politique propres au régime actuel, mais des différents positionnements et des stratégies de lutte de ses contempteurs. C'est pour cela que les discours de légitimation moral et politique doivent être analysés comme tout autre manifestation de pouvoir. Ni ce dernier, ni la démocratie, ni la religion, ni la «vérité», ni quoi que ce soit ne sont à protéger dans une réflexion profonde sur les formes d'organisation politique de notre monde et de notre société. Les présupposés moraux, métaphysiques et idéologiques du débat positionnent le chercheur devant l'un des problèmes cruciaux des prolétarisations prônés par les intellectuels algériens : ce respect également religieux pour, d'un côté, les constituants de la «modernité politique» et l'idéologie qui la sous-tend, et de l'autre, pour les constantes de «l'identité nationale» ; la démocratie en vient à être érigée en parangon et modèle à suivre, l'islam pour sa part est considéré comme base de départ et/ou fondement de notre société. Le projet qui en résulte problématise la perspective du politique en Algérie sous l'angle de la compatibilité de l'Islam et de la démocratie et des moyens d'y parvenir par-delà le système politique actuel. Aucune réflexion critique sur la nature de l'Etat moderne comme outil et technologie politique, historiquement localisé et politiquement déterminé, servant la réalisation d'un certain nombre de fins, n'y est adossée, l'appareil critique de nos élites se contentant simplement de reprendre les concepts-clés de l'idéologie politique occidentale. En caricaturant à peine cette posture, le «peuple» serait au pouvoir en démocratie, le «citoyen» y serait plus libre, et les sociétés dites démocratiques seraient gouvernées selon les «valeurs universelles» de justice et d'humanité consacrant le règne du droit sur l'arbitraire. Pas besoin de commenter ces considérations, il suffit de lire les penseurs politiques les plus profonds de l'Occident pour se convaincre de leur caractère totalement idéologique, voire superficiel, et il suffit de s'intéresser à l'histoire mondiale pour en reconnaître les limites théoriques.

Derrière la codification de la conflictualité, que les moralistes réclament, se cache une pensée très ancienne du contrat social. Celle-ci a toujours tenté d'éliminer ou de légitimer un certain type de rapport de pouvoir et de domination par les systèmes de contrôle moraux et politiques qu'elle a historiquement tenté de mettre en place dans le cadre d'une stratégie qui mettait en œuvre des mécanismes autrement plus puissants qu'elle. Y croire ou pas est un choix personnel qui, quoi qu'il en soit, se respecte, mais penser que l'essence de la démocratie, ou plus largement des formes d'organisation politique et sociale, est concentrée dans les conceptions morales et les mécanismes politiques qui les légitiment procède d'une vision profondément idéologisée de la réalité historique. La généalogie des institutions étatiques, développée par Michel Foucault, le montre amplement. Ces postures posent les problèmes de la liberté, du bien et du vrai en essayant de court-circuiter la dynamique des rapports de pouvoir à l'œuvre dans chaque action et chaque artefact social grâce à des dispositifs de légitimation qui se réclament de la morale — plus sûrement d'une certaine conception de la morale — et plus rarement de la science. Ce paradigme intellectuel a des conséquences gravissimes sur notre compréhension des choses. De mon point de vue, l'essentiel est occulté, car l'analyse des pratiques et des comportements politiques observables dans notre société en est orientée dans un sens qui a plus de liens avec les objectifs d'un projet politique déterminé — en l'espèce d'une démocratisation du régime et de la société — qu'avec la réalité des processus spécifiques que nous ont construits, nous autres Algériens, dirigeants et «citoyens» tels que nous sommes.

Résumons. A l'absence de réflexion critique sur le concept et la réalité de l'Etat dans le monde et à travers l'histoire, s'adjoint la disparition sûrement corrélée, et peut-être corrélative, du problème posé par l'émergence des institutions étatiques dans une société post-tribale comme la nôtre. La mise en avant d'une idéologie politique importée sans beaucoup de discernement s'accompagne d'une insuffisance dans la formalisation des rapports de la société à l'Etat. Ce sont probablement les nécessités et impératifs de la lutte nationaliste pour l'indépendance qui ont ceint l'apparition «endogène» des institutions étatiques d'une aura de légitimité et de naturalité dispensant nos élites d'une réflexion sur le sens et les implications d'une telle mutation sociale. En résulte une inquiétante cécité théorique : les stratégies de lutte contre l'étatisation de la société, telles qu'elles se manifestent actuellement, disparaissent totalement pour ne voir que l'inanité et l'usurpation du pouvoir constituées en fait «scientifique» justifiant une réprobation morale. L'autre partie des rapports politiques à analyser, si l'on veut réellement comprendre les mécanismes politiques de notre société, reste occultée. Il semble, par conséquent, sage de conclure que l'enjeu structurant du débat, tel qu'il a été posé, n'est pas à proprement parler la vérité scientifique, mais le monopole de l'étatisation légitime dans une société globalement rétive à l'institutionnalisation rationnelle-légale. En fond, semble se dérouler une double lutte de pouvoir pour le contrôle de l'appareil d'Etat et pour le contrôle de la société. Que cela soit pourtant clair : l'idée de lancer des accusations personnelles injustifiées sur la «volonté de puissance» de M. Addi et des gens qui s'alignent sur ses positions ne m'effleure même pas. Je veux juste attirer l'attention sur les enjeux de pouvoir qui se cachent derrière les prétentions émises au cours de ce débat à la légitimité, à la vérité et à la moralité. En effet, le moins qu'on puisse dire sur le militantisme démocratique en présence est qu'il est contradictoire : il veut donner le «pouvoir au peuple» à condition qu'il fasse et qu'il pense ce qu'on lui dit de faire et de penser, le «peuple» devant attendre pour exercer pleinement son pouvoir l'accomplissement du processus historique d'éducation initié par cette classe d'intellectuels et de patriotes sincères sachant mieux que lui différencier le bien du mal, le juste de l'injuste, le moral de l'immoral, l'éthique de conviction et celle de responsabilité. C'est pour son «bien» et son intérêt que le peuple semble devoir obéir.

Je ne doute pas que M. Addi croit profondément à ce qu'il dit. Je dois, pour ma part, confesser mon incompétence crasse dans la détermination de ce qui peut être moral ou pas dans une société comme la nôtre et pour une notion comme celle de «peuple» . J'aimerais sincèrement partager ces certitudes morales, mais le type de rigueur intellectuelle que j'essaye de développer ne consiste pas seulement à respecter et à prendre en compte la moralité des autres mais à douter radicalement de la mienne propre. Je ne sais pas parler au nom et discourir sur des entités indéterminées, des principes métaphysiques et des croyances morales. Face aux pétitions de principe et aux confessions de foi sur la valeur absolue de la vie humaine, le réaliste désenchanté pose une question difficile et sans réponse : quelle vies faut-il protéger quand des vies humaines sont menacées par d'autres vies humaines ? La réponse n'est pas simple et je me vois mal juger a priori ou a posteriori ceux qui ont eu à se la poser. Je ne sais pas y répondre. Le moraliste, quant à lui, rétorquera que l'imposition du droit au fondement des rapports sociaux et politiques et son respect absolu par le gouvernement permettra d'endiguer la possibilité de ce genre de dérives. Ni la première, ni la seconde partie de ce projet ne peuvent être établies de manière complète et totale, elles ont cependant pour effet concret de mettre la société sous le boisseau de l'Etat. Il faut dire le fait tel qu'il est au lieu de le légitimer dans des discours sur la morale. La théorie critique n'a cessé de le réclamer depuis Adorno et Horkheimer.

Je crois appartenir à une école de pensée par certains aspects antagoniques et par d'autres complémentaires de celle dont se revendique Addi Lahouari. L'analyse que je défends dérive au gré de ses incertitudes sur les traces laissées par Nicolas Machiavel et Michel Foucault quelque part entre l'anarchisme libertaire et la conscience froide des réalités politiques. Celle de Addi Lahouari est le produit d'une ligne de pensée qui va de Thomas Hobbes à Jürgen Habermas en passant par E. Kant. Elle analyse la «modernité politique» avec un système de concepts semi-transcendantaux – l'éthique, la morale, le peuple, le droit, etc. - qui mettent le système de valeurs humaniste au centre du déroulement historique en rappelant malgré ses dénégations contemporaines l'historicisme allemand du XIXe siècle. Tout cela peut avoir l'air d'être étranger à notre réalité, mais cette impression est fausse : l'enjeu en est le plus fondamental de tous pour notre pays et pour notre société : la conception d'un projet politique cohérent, efficace et surtout capable de prendre les rênes du gouvernement en fédérant le maximum de gens autour de lui. En cela, Addi Lahouari a un avantage certain sur ce «pouvoir» qu'il critique avec tant de véhémence. Il a un projet tout fait qu'il veut emprunter à l'Occident pour l'adapter à l'Algérie. L'objet de sa critique est en position d'attente, n'étant pas particulièrement menacé par une opposition sérieuse et efficace, et n'étant pas convaincu par le projet démocratique présenté par elle.

Au nom de sa morale et de ses convictions politiques, M. Addi n'aime ni les services de renseignements algériens, ni le gouvernement du pays qu'il accuse d'être une façade. Ne cadrant pas avec sa conception de l'Etat, il lui attribue directement tous ses malheurs. Il refuse de comprendre que ce gouvernement, que ces services et que cet état sont également des produits de mécanismes historiques autrement plus complexes que la simple mise en accusation morale du système ou de ses acteurs. Pour lui, la seule solution envisageable serait une moralité meilleure sous l'espèce de la domination légale. Comment l'établir ? M. Addi n'en pipe mot. Telle qu'il conçoit les choses, seul un putsch démocratique rapide semblerait faire l'affaire, n'espérant absolument rien d'un pouvoir aussi corrompu et justement imbu de son pouvoir. S'ensuivra une longue période de transition vers la démocratie. Le sociologue oublie que l'histoire a l'air d'être une suite de périodes transitoires. Que la démocratie n'est pas le stade final ou ultime de l'histoire et que la théorie politique doit absolument rendre compte de cette élément si elle refuse de lever l'étendard d'une idéologie.

Ma thèse, on l'aura compris, affirme que ce système discursif est lui-même une machine de pouvoir. Sa formulation comporte des effets pervers : l'élan qui stigmatise la gouvernance actuelle et passée de l'Algérie se prive dans le même mouvement de moyens efficaces d'action sur la situation politique en ignorant au passage et non sans intérêt l'action ou l'inaction passée et actuelle d'une société comme la nôtre sur son destin historique. Cet effet est dû aux prétentions à la scientificité et à la vérité d'un discours militant, certes, cohérent mais incapable de se concevoir tel qu'il est, et ainsi de concevoir son objet avec plus de rigueur et de lucidité. Il contribue à construire le mythe du DRS et du pouvoir pour mieux l'abattre. Il problématise les choses de manière à positionner la critique de ces derniers comme l'acte le plus subversif, et donc le plus valorisé, vu le contexte social et culturel, de l'habitus politique algérien. L'horizon du débat tel que le pose M. Addi est fondé sur une espèce de «terrorisme intellectuel» qui impose à l'acteur politique de se positionner pour ou contre le DRS. Il semble que si la personne en question a le malheur de penser que les choses sont plus compliquées que cette simple alternative, que la question est mal posée en plus de n'être pas absolument fondamentale, il risque de se retrouver dans la liste des suppôts du pouvoir.

La question la plus importante que la sociologie politique algérienne puisse se poser est celle-ci : pourquoi dans un pays où absolument personne n'est content des modes de gouvernance actuels, il n'existe aucune alternative crédible capable de mobiliser les élites dans un projet politique, économique, social et culturel apte à disputer le pouvoir au système politique établi ? D'où vient cette immobilité politique de la société face à une forme pourtant honnie, vilipendée, disqualifiée d'exercice du pouvoir ? Pourquoi l'idée de s'organiser effectivement «contre le pouvoir et sa violence» n'effleure-t-elle personne ? Pourquoi l'alternative choisie par la société était pire que ce qu'elle voulait changer ? Je crois que c'est le point nodal de toute analyse critique de l'Algérie politique. Cette réflexion montrera une chose d'importance : le problème fondamental du pouvoir n'est pas tant qu'il réprime ou qu'il opprime, mais plutôt qu'il constitue de part en part, ce qui est à réprimer, à opprimer, et qui doit ou veut «se libérer». C'est l'analyse critique des formes d'organisation politique et sociale dans le monde et dans notre société qui permettra de concevoir l'alternative politique que tout observateur «honnête» et concerné se doit de réclamer. Sa forme est contingente contrairement à ce que veut le démocratisme universaliste de nos élites intellectuelles. Nous savons tous que le modèle actuel est à bout de souffle. Je pense personnellement que la démocratie n'est ni la seule forme d'organisation politique possible ni, dans l'état actuel des choses, la plus souhaitable pour notre société. Nous devons comprendre que l'Etat moderne, malgré ses élans de lyrisme moral et métaphysique sur le bien, la justice et la liberté, n'a pas d'autre effet concret et démontrable que de contrôler et de cadrer la société pour générer sa richesse différentielle et sa sécurité relative vis-à-vis d'autres Etats et d'autres sociétés. L'Occident n'est ni plus moral ni plus libre que nous. Il a su produire des dispositifs de pouvoir qui ont façonné le monde par et pour sa domination. Il est temps d'améliorer et d'utiliser cette technologie politique au nom de nos intérêts car si nous sommes dans l'obligation de comprendre les mécanismes qui ont façonné le pouvoir de l'Occident sur le monde, nous ne sommes pas obligés de suivre sa religion : l'humanisme démocratique.

T. A.
doctorant en sociologie,
Université de Perpignan Via Domitia

*** Le titre est de la rédaction**